

pas aux Canadiens un pouvoir d'achat en assurant l'expansion de notre économie, il n'est pas difficile de comprendre que les fabricants seront privés de revenu. C'est pourquoi l'attitude du gouvernement et le bill fiscal, qui porte atteinte à certaines institutions vitales de notre pays, me causent de l'inquiétude.

Je songe à nos corporations multinationales et au refus du gouvernement de leur mettre des bâtons dans les roues et d'en tirer plus d'argent. Dans le même temps, les États-Unis mettent en application le programme DISC et ensuite il y a la récente surtaxe qui, lorsque les choses se gâteront, atteindra probablement 15 p. 100. Le gouvernement actuel veut taxer les gains de capital et il présente un bill relatif à la main-d'œuvre qui a sûrement amené le monde des affaires, je ne dirais pas à se gendarmier contre le gouvernement, mais à constester son attitude. Si nous voulons une productivité accrue qui fait croître l'emploi, comment pouvons-nous songer à adopter le bill sur la concurrence qui a été présenté? Il bouleverserait toute la nation.

Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) rit, mais je ne veux pas lui chercher noise car je...

L'hon. M. Marchand: Une productivité accrue ne crée pas d'emplois; voilà le problème.

M. Alexander: Avec son programme, il crée du chômage dans certaines régions pour donner de l'emploi dans d'autres. Je ne crois pas que ce soit la dernière fois que nous entendions parler.

L'hon. M. Marchand: Citez-moi un cas.

M. Alexander: Il nous faut des stimulants et tant que le gouvernement continuera...

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est expiré. Comme il est 6 heures, la séance est suspendue jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, nous avons entendu cet après-midi plusieurs députés de l'opposition...

M. Lundrigan: Comment le savez-vous, John?

L'hon. M. Munro: J'étais présent et j'en ai entendu quelques-uns. J'en ai entendu plus que je ne puis en supporter. Je disais donc que nous avons entendu plusieurs députés de l'opposition parler de la pauvreté. Je dois dire que j'avais déjà entendu bien des fois les commentaires qu'on a faits. Certains sont valables, d'autres ne le sont pas. Certains étaient vides de sens et n'apportant rien pour remédier à la situation. Je pense souvent que s'il en est ainsi, c'est parce que les remèdes qu'il faut appliquer sont, du point de vue politique, assez impopulaires. Il est donc plus sûr d'adopter une attitude critique, sans trop parler des solutions voulues.

Certains députés ont pris plaisir à nous répéter sans cesse que nos politiques en matière de bien-être, de

revenu et de mesures sociales sont compartimentées et se chevauchent et que les ressources disponibles en vertu de ces programmes ne sont pas suffisantes. Nous n'avons rien appris de nouveau. Au fond, ce qu'on veut dire implicitement par de pareilles remarques c'est qu'il serait agréable que nous pouvions proposer une politique globale—je crois qu'on en a parlé comme d'une «meilleure» politique—en vertu de laquelle nous pourrions rationaliser les nombreuses politiques et les lois qui touchent à l'ensemble de ce domaine et en promouvoir l'adoption en bloc.

Je crois que les députés voulaient réellement parler du revenu minimum garanti, bien que, à en juger par les notes que je lis ou par les remarques qui ont été faites durant mon absence, aucun représentant de quelque parti que ce soit, dans aucun discours prononcé cet après-midi, n'a réellement adopté le revenu minimum garanti comme la doctrine que son parti était prêt à défendre ou qu'il préconiserait aux prochaines élections. Je serais intéressé à savoir si l'un des partis de l'opposition, ce soir, sera prêt à adopter dans le cadre de sa doctrine le principe du revenu minimum garanti. Si l'un est prêt à l'adopter, ce sera à quel niveau? Les députés du parti en question parleront-ils des divers niveaux de pauvreté mentionnés par le Conseil économique? Ils sont pourtant bien connus. Ou encore, parleront-ils du revenu qui constitue une fraction d'un revenu de pauvre?

Les membres d'un tel parti parleront-ils également de frais, de l'endroit où ils trouveront l'argent nécessaire? Même s'ils ne veulent pas s'aventurer dans les frais entraînés par le programme, préconisent-ils ou préconiseront-ils un revenu annuel garanti? A l'exception peut-être du parti créditiste, les partis de cette Chambre n'ont pas adopté sans équivoque ce concept.

M. Lundrigan: Le ministre parle; quelle est sa position? Peu importe ce que pense le premier ministre (M. Trudeau).

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre, je vous prie. L'honorable député voudrait-il bien rester assis. Le ministre a la parole.

Une voix: Allons donc!

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, j'invoque je ne sais trop quoi...

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre, je vous prie.

M. Lundrigan: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur; le ministre, de même que ses collègues du cabinet, a été entraîné à croire généralement que l'opposition doit fournir les réponses. Nous voulons qu'il indique les solutions à ce problème et qu'il dise s'il a changé d'opinion.

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre. Le député voudrait-il reprendre son siège? La question est un sujet de débat. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a la parole.

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, l'opposition aura l'occasion de préciser sa position d'ici la fin du débat. Elle pourra expliquer ce qu'elle entend par une approche fragmentaire de l'assistance publique. L'opposition nous dira peut-être quelles politiques elle préconise pour remédier à la situation.

• (8.10 p.m.)

J'espère, ce soir, vous donner les détails de la position du gouvernement en ce qui a trait au revenu annuel